

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 23 mars 2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14 mars 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **WESTFALEN FRANCE**

Parc d'activité Belle fontaine

57780 Rosselange

Références : ROSSELANGE\_WESTFALEN-FRANCE\_2023-03-20\_RAPVI-PPC\_CPE\_24693  
Code AIOT : 0006208342

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 mars 2023 dans l'établissement Westfalen France implanté parc d'activité Belle fontaine 57780 Rosselange. L'inspection a été annoncée le 27 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 14 mars 2023 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées pour la protection de l'environnement. Une visite du même jour porte sur une plainte pour nuisance acoustique et fait l'objet d'un rapport distinct.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Westfalen France
- parc d'activité Belle fontaine 57780 Rosselange
- code AIOT : 0006208342
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : non

La société Westfalen France est autorisée par arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-94 du 16 décembre 2016 modifié à réaliser une extension des installations et la mise en place d'une unité de régénération de fluides frigorigènes sur le site de Rosselange. Le site est classé Seveso seuil bas en raison des quantités d'acétylène présentes sur le site (rubrique n°4719).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les capacités
- les registres
- la prévention du risque incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaire et état des stocks	arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 6.1.1.	/	sans objet
2	Capacités des installations	arrêté préfectoral du 16/12/2016 , article 1.2.1 partiel	/	sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion des déchets	arrêté préfectoral du 30/10/2020, article 6	/	sans objet
4	Inventaire et état des stocks	arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 8.1.2	/	sans objet
5	Risques accidentels	arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 8.2.2 partiel	/	sans objet
6	Risques accidentels	arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 8.5.3 partiel	/	sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments contrôlés n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire et état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 6.1.1.
<b>Thème(s) :</b> produits chimiques, identification des produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.  L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection un état des stocks au 14 mars 2023 comportant les éléments susvisés ainsi que les fiches de données de sécurité des substances et mélanges stockés. Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

## N° 2 : Capacités des installations

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 16/12/2016 modifié, article 1.2.1 partiel
<b>Thème(s) :</b> situation administrative, liste des installations concernées par une rubrique ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique des nomenclatures "Installations classées" et "Loi sur l'eau" tableau non reproduit (données confidentielles)"
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le respect de la prescription (cf constats détaillés en PJ confidentielle).
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

## N° 3 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 30/10/2020, article 6
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous : tableau non reproduit  L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il doit être en mesure de le justifier à l'inspection des installations classées. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le respect de la prescription (cf constats détaillés en PJ confidentielle).
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

## N° 4 : Inventaire et état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, localisation des stocks de substances et mélanges dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le respect de la prescription (cf constats détaillés en PJ confidentielle).
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 8.2.2 partiel
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;</li> <li>- d'un ou plusieurs poteaux d'incendie d'un réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins quatre heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul> <p>Plus particulièrement, le site dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs à eau pulvérisée dans les bureaux ;</li> <li>- d'extincteurs CO<sub>2</sub> à proximité des risques électriques ;</li> <li>- d'extincteurs à poudre 9 kg et de deux extincteurs à poudre sur roue 50 kg.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le plan d'opération interne mis à jour en janvier 2023, les moyens mis en oeuvre par l'exploitant n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

N° 6 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 8.5.3 partiel
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, vérification périodique et maintenance des équipements de lutte incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) [...].  Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'exploitant réalise des vérifications périodiques des matériels de sécurité et qu'il en assure une traçabilité sur un registre dédié. La dernière vérification annuelle par un organisme extérieur des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie a été réalisée le 20 juillet 2022.  L'inspection a constaté par sondage sur le site que les deux extincteurs sur roues avaient été vérifiés à la date du 20 juillet 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet